

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société CNH INDUSTRIAL FRANCE
des prescriptions complémentaires relatives à la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à CROIX et WASQUEHAL**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2663 (stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Artois-Picardie approuvé par arrêté inter-préfectoral du 21 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Marque-Deûle approuvé par arrêté préfectoral du 9 mars 2020 ;

Vu les arrêtés du 18 février 2010, du 23 novembre 2012, du 4 mars 2014, du 14 mars 2018 antérieurement délivrés à la société CNH INDUSTRIAL FRANCE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire des communes de CROIX ET WASQUEHAL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande référencée 2110A1482000006 en août 2020, présentée par CNH INDUSTRIAL FRANCE dont le siège social est situé 16-18 rue des rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY, à l'effet de mettre à jour la situation administrative du site qu'elle exploite au 71 avenue Georges Hannart 59964 CROIX ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande et les compléments apportés par le pétitionnaire à en date de mai 2023 ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencée 2304A1476000011 de juillet 2023 relatif à la modification des lignes de peinture et de traitement de surface ;

Vu le rapport du 3 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 16 avril 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 21 juin 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
2. les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
3. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société CNH INDUSTRIAL FRANCE, dont le siège social situé 16-18 rue des rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées 71 avenue Georges Hannart 59964 CROIX, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de ses annexes.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de CROIX et WASQUEHAL ;

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de CROIX et WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 03 JAN. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



PJ :

Annexe 1 : Prescriptions applicables

Annexe 2 : Plan d'implantation des piézomètres et sens à émergence réglementée (ZER)

Annexe 3 : Points de mesure des émissions sonores et zones d'écoulement des eaux souterraines

03 JAN. 2025

Guillaume AFONSO

Annexe 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CNH INDUSTRIAL FRANCE (SIRET 695 480 244 004 22), dont le siège social est situé 16-18 rue des Rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de CROIX et WASQUEHAL, au 71 avenue Georges Hannart 59964 CROIX (coordonnées Lambert II étendu X= 657 600 et Y=2 631 800), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
CROIX	AP 003	Secteur HANNART
WASQUEHAL	AR 338	
CROIX	AP 180	Secteur DUBLED

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Traitement de surface des tôles métalliques dans le bâtiment HANNART sans mise en oeuvre de cadmium et de cyanures : Cuves de dégraissage n°1 et n°2 = 2*11 m ³ Cuves de dérouillant n°5 et n°6 = 2*11 m ³	A

		<p>Cuve de rinçage 4 (avec additif) n°9 = 11 m³</p> <p>Cuve de conversion (Oxsilan + additifs) n°5 = 11 m³</p> <p>Volume total des bains: 66 m³ (sans cataphorèse)</p>	
2560-1	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1 000 kW</p>	<p>Presses = 716 kW</p> <p>Postes à souder = 1 251,15 kW</p> <p>Fraiseuse = 1,216 kW</p> <p>Tour = 5,23 kW</p> <p>Scies = 4,824 kW</p> <p>Rectifieuses = 23,5 kW</p> <p>Tronçonneuse = 2,2 kW</p> <p>Meuleuses = 2,2 kW</p> <p>Perceuses = 2,64 kW</p> <p>Robot de soudage = 7,2 kW</p> <p>Puissance installée totale = 2 016,16 kW</p>	E
2940-1.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>1. Lorsque les produits mis en oeuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ».</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 litres</p>	<p>Bain de cataphorèse de 22 m³ dont 11 m³ de produit de catégorie B</p> <p>A = 0 et B = 11 000 litres</p> <p>Q = 5 500 litres</p>	E
2940-2.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p>	<p>Secteur HANNART</p> <p>1 cabine de retouches de peinture avec des bombes aérosols : 17 kg/j</p> <p>Secteurs HANNART et DUBLED</p> <p>Application de colles au pistolet et mastics : 173 kg/j</p>	E

	<p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j</p>	Total = 190 kg/j	
2940-3.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>3. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j</p>	<p>Secteur HANNART</p> <p>1 cabine d'application de peinture poudre au pistolet comprenant 3 nouveaux pistolets 45 kg/h soit un total de 200 kg/j</p>	E
2663.2.b	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	<p>Stockage de composants en plastique (pièces plastiques, mousse, fauteuil des cabines, joints...) pour la confection des cabines agricoles.</p> <p>Volume max stocké sur le secteur HANNART 72 m³ (stock sur 3 jours)</p> <p>Volume max stocké sur le secteur DUBLED (cumul pour les 2 magasins) : 2 224 m³</p> <p>Volume total : 2 300 m³</p>	D
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz</p>	<p>Secteur HANNART</p> <p>2 chaudières gaz CALOFLUX de puissance unitaire 600 kW soit 1 200 kW au total dans l'atelier technique derrière le traitement de surface.</p> <p>Secteurs HANNART et DUBLED</p> <p>Le chauffage des ateliers dans les secteurs Hannart et Dubled, équipés des brûleurs situés en partie supérieure des bâtiments sous la</p>	DC

	de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :	toiture ; la puissance totale de ces brûleurs est de 3 848 kW Puissance totale = 5 048 kW Nota : Les 2 fours de cuisson cataphorèse et le four de cuisson laquage (nouveaux brûleurs de puissance maximale de 3 900 kW) sont concernés par la rubrique 2940	
2915.2	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	Fluide caloporteur : Malotherm M de point éclair (PE) environ 180°C Température d'utilisation = 90°C soit inférieure à son PE Quantité utilisée = 4400 litres	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM (traitement de surface des métaux et matières plastiques).

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel, pouvant comprendre un bâti (y compris des entrepôts), des infrastructures industrielles et, le cas échéant, des aménagements accessoires, tels que des bureaux ou des places de stationnement associés à l'activité industrielle.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur tel que décrit ci-avant.

En tant qu'établissement IED et en application de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP.

Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère par du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionne au 3 du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couverts par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Échéancier de transmission

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Article	Documents à transmettre	Échéances
Article 2.4	Interprétation de l'État des Milieux	9 mois
Article 3.3	Plan d'action eaux pluviales et mise en œuvre	36 mois
Article 3.5	Analyse eaux souterraines	9 mois
Article 3.6	Surveillance des sols	9 mois
Article 4.1.2	Surveillance des émissions sonores	3 mois
Article 5.1.3	Audit désenfumage	6 mois
	Levée des non-conformités	12 mois
Article 5.1.7	Étude confinement eaux d'extinction	6 mois
Article 5.2	Évaluation des besoins en eau incendie	3 mois
	Mesures de débit points d'eau publics et privés	

1.7 Réexamen périodique

En application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet du Nord les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, le dossier de réexamen comporte :

1. Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;
2. L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;
3. À la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 27	Chaudière 910	600 kW	Gaz naturel	Produits de combustion
Conduit N° 28	Chaudière 911	600 KW	Gaz naturel	Produits de combustion
Conduit N°1	Cabine de peinture poudre	/	/	Peinture poudre, traitement par cyclone et filtre
Conduit N°2	Cabine de peinture poudre	/	/	Peinture poudre, traitement par cyclone et filtre
Conduit N°3A	Four de cuisson ligne de peinture	3 900 kW	Gaz naturel	Produits de combustion en l'absence de peintures solvants
Conduit N°3C	Tunnel de liaison cabine peinture / four de cuisson	/	/	Produits de combustion en l'absence de peinture solvants
Conduit N°5	Bains de traitement de surface	/	/	Vapeurs des bains de traitement
Conduit N°6	Four de cuisson cataphorèse	3 900 kW	Gaz naturel	COV et produits de combustion

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 27	14	0,86	/*	8
Conduit N° 28	14	0,86	/*	8
Conduit N°1	12,5	0,95	32000	12
Conduit N°2	12,5	0,95	32000	12
Conduit N°3A	11,5	0,4	7000	8
Conduit N°3C	11,5	0,6	7000	8
Conduit N°5	13	1,1	7500	8
Conduit N°6	22	0,8	5000*2	8

* Les débits nominaux des conduits n°27 et 28 sont communiqués à l'inspection de l'environnement dès réalisation des trappes normalisées sur les conduits pour le prélèvement d'échantillons et au plus tard le 31/12/24.

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations et flux de polluants dans les rejets atmosphériques

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Installations de combustion

Paramètre	Conduits n° 27 – 28	Conduits n° 3A – 3C
	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³
Concentration en O ₂ de référence (%)	3	3
Poussières, y compris particules fines	5	30
SO ₂	35	/
NO _x en équivalent NO ₂	150	300
CO	100	/
CH ₄	50	/

Installation de peinture poudre

Paramètre	Conduits n° 1 - 2	
	Concentration mg/Nm3	Flux g/h
Poussières, y compris particules fines	5	5

Installation de traitement de surfaces

Paramètre	Conduit n° 5		
	Concentration mg/Nm3	Flux	
		g/h	kg/an
Acidité totale, exprimée en H	0,5	3	10
HF, exprimé en F	2	12	42
Cr total	1	0,01	0,05
Cr VI	0,1	0,01	0,05
CN	1	0,01	0,06
Alcalins, exprimés en OH	10	60	200
NO _x , exprimés en NO ₂	200	1200	4200
SO ₂	100	600	2000
NH ₃	30	180	600

Installation de cataphorèse

Paramètre	Conduit n° 6		
	Concentration mg/Nm ³	Flux	
		g/h	kg/an
COV non méthaniques exprimés en carbone total	Si la consommation de solvants du procédé de cataphorèse est supérieure à 15 t/an : 50 mg/Nm ³ Si la consommation de solvants du procédé de cataphorèse est comprise entre 5 et 15 t/an : 100 mg/Nm ³	125	1400
COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/98 : formaldéhyde, phénol, 2-chlorotoluène, dichlorométhane	20 si le flux horaire total dépasse 100 g/h	4,5	21,5
COV visés à l'article 27-7-c de l'arrêté du 02/02/98 : formaldéhyde, benzène, dichlorométhane, 2-chlorotoluène, acétate de 2-méthoxy-1 propyle, naphthalène	2 si le flux horaire total dépasse 10 g/h	5	23,5
Poussières	30	/	/
NO _x en équivalent NO ₂	300	/	/

2.2.1.2 Émissions diffuses

Le flux annuel des émissions diffuses lié aux procédés de cataphorèse et de laquage ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an pour ces activités.

Ce taux est de 25 % si la consommation de solvants est comprise entre 5 et 15 tonnes par an.

Le flux annuel des émissions diffuses lié à l'activité d'application de colles et de mastics ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an pour ces activités.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

N° de conduit	Installations	Fréquence	Enregistrement	Paramètres	Fréquence de transmission
Conduit N° 27	Chaudière 910	Tous les 2 ans	Non	Débit, vitesse, O ₂ , NOX, CO, CH ₄	Dès réception
Conduit N° 28	Chaudière 911	Tous les 2 ans	Non	Débit, vitesse, O ₂ , NOX, CO, CH ₄	Dès réception
Conduit N°1	Cabine de peinture poudre	Annuelle	Non	Débit, vitesse, poussières	Annuelle
Conduit N°2	Cabine de peinture poudre	Annuelle	Non	Débit, vitesse, poussières	Annuelle
Conduit N°3A	Four de cuisson ligne de peinture	Tous les 2 ans	Non	Débit, vitesse, O ₂ , poussières, NOX, CO, CH ₄ , COV*	Dès réception
Conduit N°3C	Tunnel de liaison cabine peinture / four de cuisson	Tous les 2 ans	Non	Débit, vitesse, O ₂ , poussières, NOX, CO, CH ₄ , COV*	Dès réception
Conduit N°5	Bains de traitement de surface	Trimestriel	Non	Débit, vitesse, acidité totale, HF, Cr total, Cr VI, CN, alcalins, Nox, SO ₂ , NH ₃	Annuelle
Conduit N°6	Four de cuisson cataphorèse	Trimestriel	Non	Débit, vitesse, COVNM	Annuelle
		Annuelle		COV visés à l'annexe III et l'article 27-7-c de l'arrêté du 02/02/98, poussières, NOx	

La mesure des COV sur les rejets n°3A et 3C peut être arrêtée en l'absence de quantification lors de 2 analyses successives.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'installation consommant plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met annuellement en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle totale de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

2.4 Surveillance des effets des rejets – interprétation de l'état des milieux (IEM)

Dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser une interprétation de l'état des milieux (IEM) selon la méthodologie décrite dans le guide INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risque sanitaires » de septembre 2021.

L'évaluation de l'état des milieux est réalisée pour les polluants qui ont été retenus comme traceurs des émissions du site dans l'étude d'impact jointe au dossier de porter à connaissance (dossier SOCOTEC référencé chrono A1482 – version 1 de juillet 2023). Le positionnement des points de prélèvements tient compte des résultats de la modélisation des retombées atmosphériques du site et de la localisation des cibles humaines à proximité des zones de retombées maximales.

Les résultats de l'IEM sont communiqués dès réception à l'inspection de l'environnement.

3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	MEL	20000

3.1.2. Consommation spécifique de la ligne de traitement de surfaces

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quelque soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 4 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage avec un objectif cible de 3 litres / m²/ fr pour la partie traitement de surface suite à la modernisation de la ligne de traitement.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection de l'environnement le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux vannes, assimilables à des effluents domestiques : elles sont composées des eaux issues des installations sanitaires, des eaux de nettoyage des locaux et de nettoyage des membranes de l'osmoseur. Elles sont raccordées au réseau d'assainissement public communal (effluents n°1) ;
- les eaux pluviales, constituées des eaux de ruissellement provenant des voiries et des toitures. Elles sont raccordées au réseau d'assainissement public communal (effluents n°2, rejetés seuls ou en mélange avec les effluents n°1) ;
- les eaux usées industrielles peu chargées, composées des eaux de rinçage de la chaîne de traitement de surfaces, des purges des chaudières et des compresseurs. Ces effluents sont traités par une station d'épuration interne avant rejet au milieu naturel (effluents n°3) ;
- les eaux usées industrielles chargées, correspondant aux purges, vidanges et boues des bains de traitement de surfaces, aux effluents de la cataphorèse et aux eaux de lavage des outils de presse. Ces effluents sont éliminés en tant que déchets (effluents n°4).

Les réseaux de collecte des effluents engendrés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Référence	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
Effluents n°1 et 2	Eaux sanitaires et eaux pluviales	Réseau d'assainissement unitaire public via 5 points de rejet	Station d'épuration urbaine de Marquette les Lille	Autorisation de raccordement
Effluents n°3	Eaux industrielles peu chargées	Station d'épuration interne	Rivière la Marque	/

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Effluents n°1 et 2

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Effluents n°3

Les points de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

3.3 Limitation des rejets

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Effluents n°1 et 2

Paramètre	5 points de rejets
	Concentration maximale (mg/l)
DCO	40
MES	35
HCT	5

Les effluents sont traités si nécessaire par débourbeur/déshuileur avant raccordement au réseau public. Les dispositifs de traitement sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les justificatifs du nettoyage des débourbeurs/déshuileurs ainsi que les bordereaux de traitement des déchets afférents.

Un plan d'action est élaboré et piloté afin de mettre en œuvre dans les 36 mois suivant la notification du présent arrêté les actions identifiées dans l'étude d'avant projet pour la valorisation des eaux pluviales du secteur Hannart référencée AF21021 (récupération des eaux pluviales des secteurs n°1 et 2 pour réutilisation dans le process).

Effluents n°3

- Température maximale : 30 °C
- pH : 6,5 – 9
- Débit maximal journalier (m³/j) : 80

Paramètre	Point de rejet n°3	
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
DCO	300	20000
MES	30	2400
Azote global	50	4000
Phosphore	5	400
Nitrites	10	800
Indice hydrocarbure	5	400
AOX	5	400
Tributylphosphate	4	320
Cyanures (CN)	0,1	8
Argent	0,5	40
Aluminium	5	400
Arsenic	0,1	8
Cadmium	0,05	4
ChromeVI	0,1	8
Chrome III	1,5	120
Cuivre	1,5	120
Etain	2	160
Fer	5	400
Fluorure	15	1200
Mercure	0,03	2
Nickel	2	160
Plomb	0,4	32
Zinc	3	240

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.

3.4.2 Contrôle des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

III. Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Ces mesures sont effectuées :

- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures et en chrome hexavalent ;
- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.

Des mesures portant sur l'ensemble des polluants listés à l'article 3.3 du présent arrêté sont effectuées mensuellement par un organisme compétent suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

L'analyse des paramètres 4-n-nonylphénol, 4-nonylphénol diéthoxylate, 4-nonylphénol monoéthoxylate, para-nonylphénols (polymères) et zirconium est réalisée tous les trimestres selon des méthodes normalisées. La limite de quantification pour ces paramètres (excepté zirconium) est de 0,1 µg/l.

IV. Cas particulier du cadmium

Un échantillon représentatif du rejet pendant une période de 24 heures est prélevé. La quantité de cadmium rejeté au cours du mois doit être calculée sur la base des quantités quotidiennes de cadmium rejetées.

3.4.3 Transmission de la surveillance

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis mensuellement par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (gestion informatisée des données d'auto surveillance fréquentes)

3.5 Surveillance des eaux souterraines

3.5.1 Programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Référence	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage (m)
P1bis	Aval secteur Dubled (composants)	Nappe superficielle des limons des plateaux	13,13
P2	Aval secteur Dubled (composants)		10,26
P3	Amont secteur Dubled (composants)		6,9
P4	Aval secteur Hannart (cabines)		9,96
P5	Aval secteur Hannart (cabines)		7,7
P6	Amont secteur Hannart (cabines)		3,9
P7	Amont secteur Hannart (cabines)		8,23
P8	Aval secteur Hannart (cabines)		6,47

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Référence	Paramètres	Fréquence
P1bis – P2 – P3 – P4 – P5 – P6 – P7 – P8	pH, conductivité, COHV, HAP, BTEX, hydrocarbures totaux	Semestrielle
	Sulfates, phosphore total, phosphates, chlorures, métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, manganèse)	Dans les 9 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 4 ans

3.5.2 Transmission de la surveillance

Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection de l'environnement au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats (évolution des niveaux piézométriques, concentrations...) doivent être présentés notamment sous forme de graphiques présentant l'évolution des paramètres et commentés.

3.5.3. Cas d'une évolution anormale de la surveillance

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou révèlent des concentrations incompatibles avec l'analyse des risques résiduels, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe Monsieur le préfet et l'inspection de l'environnement du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

3.5.4 Bilan quadriennal de la surveillance environnementale

Tous les 4 ans, l'exploitant transmet à Monsieur le préfet un bilan analysant les résultats de la surveillance des eaux souterraines des quatre années écoulées et proposant, le cas échéant, des adaptations des conditions de surveillance (modification des paramètres à contrôler, fréquence des contrôles...). Le bilan quadriennal est transmis au plus tard 3 mois après chaque cycle de 4 ans.

3.6 Surveillance des sols

L'exploitant procède à la caractérisation de la qualité des sols au droit du périmètre IED pour l'ensemble des substances pertinentes identifiées dans le rapport de base référencé PAR-RAP-19-22543B du 15 juillet 2020 selon la fréquence suivant :

- dans les 9 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- puis tous les 10 ans.

Les investigations décennales sont réalisées au droit des mêmes emplacements que le prélèvement initial ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitations des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 3.

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée (annexe 3).

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Secteur Dubled :

- Bâtiment administratif :

Les escaliers comportent des parois coupe-feu de degré 1 heure et des portes pare-flammes de degré ½ heure munies de ferme-portes.

Le local archive est séparé par des parois coupe-feu de degré 1 heure, les portes sont coupe-feu de degré ½ heure et munies de ferme-porte.

Secteur Hannart :

- Magasin tool spec :

Un mur REI 120 est aménagé entre le magasin tool spec et l'avenue Georges Hannart.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement.

5.1.2. Dégagements

Les issues de secours sont signalées et balisées, elles doivent être libre d'accès en permanence et s'ouvrir vers l'extérieur.

L'exploitant prend toutes les dispositions afin que le personnel n'ait pas plus de 40 mètres à parcourir pour gagner une issue et 25 mètres dans les parties en cul-de-sac. Le calcul de la distance doit tenir compte des aménagements intérieurs et suivre les allées intérieures exemptées d'obstacles. Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes).

Le stockage de palettes situé sur le parking sera isolé, par un espace libre de 8 mètres minimum, par rapport au bâtiment.

5.1.3 Désenfumage

Secteur Dubled :

- Bâtiment administratif :

La cage d'escalier dispose en partie haute d'un dispositif fermé en temps normal, permettant en cas d'incendie une ouverture d'un mètre carré au moins, assurant l'évacuation des fumées.

Une commande située au rez-de-chaussée de l'immeuble, à proximité de l'escalier, doit permettre l'ouverture facile par un système électrique, pneumatique, hydraulique, électromagnétique ou électropneumatique, etc...

Les locaux situés en rez-de-chaussée et en étage, de plus de 300 m², les locaux aveugles et ceux situés en sous-sol de plus de 100 m² et tous les escaliers doivent comporter un dispositif de désenfumage. La surface totale des sections d'évacuation des fumées doit être supérieure au centième de la superficie du local, avec un minimum de 1 m².

- Atelier :

Ces locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagée en cas d'incendie, judicieusement répartis. Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle, les commandes manuelles doivent être situées à proximité des issues et accessibles au sol. Ces exutoires doivent représenter au moins 2% de la superficie mesurée en projection horizontale, pour le traitement de surface, 1 % pour les autres locaux.

Ces exutoires sont régulièrement vérifiés et entretenus (1 fois par an minimum). Les exutoires d'un canton seront commandés par une commande unique.

Des amenées d'air frais sont implantées à proximité des issues de secours.

Un système d'alarme incendie doit être installé, les commandes sont repérées et placées près des issues.

Bâtiment Hannart :

Ces locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagée en cas d'incendie, judicieusement répartis. Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle, les commandes manuelles doivent être situées à proximité des issues et accessibles au sol. Ces exutoires doivent représenter au moins 2% de la superficie mesurée en projection horizontale, pour le traitement de surface, 1% pour les autres locaux.

Ces exutoires sont régulièrement vérifiés et entretenus (1 fois par an minimum). Les exutoires d'un canton seront commandés par une commande unique.

Des amenées d'air frais sont implantées à proximité des issues de secours.

Un système d'alarme incendie doit être installé, les commandes sont repérées et placées près des issues.

Ces dispositions feront l'objet d'un audit de vérification transmis à l'inspection de l'environnement et au service départemental d'incendie et de secours du département du Nord dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté.

Les non-conformités identifiées seront levées dans un délai de 12 mois après notification du présent arrêté.

5.1.4 Organisations des stockages

Les matières considérées comme des substances ou des préparations dangereuses sont limitées en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de substances toxiques.

5.1.5 Installations électriques

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel est conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

5.1.6 Accessibilités des engins de secours à proximité de l'installation

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 4 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;

- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu ;
- les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de secours de faire demi-tour.

5.1.7 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Rétention :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Les rétentions associées aux bains composant la ligne de traitement de surfaces sont conçues de manière à ne pas recevoir de produits incompatibles. Elles sont raccordées aux 3 cuves tampon de la station d'épuration (volume unitaire 10 m³).

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.

Confinement :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'exploitant remet dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté une étude technico-économique portant sur la création de capacités de confinement des eaux d'extinction sur les secteurs Hannart et Dubled. Les capacités sont dimensionnées sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9A pour chacun des deux secteurs.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre :

- une réserve d'eau d'un volume de 530 m³ alimentés par le réseau d'eau de ville et avec réalimentation automatique ;
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'eau de ville. Ce réseau comprend au moins :

- 7 bornes incendie (diamètre 100) ;
- 6 poteaux incendie de deux sorties 70mm de diamètre et une sortie de 100 mm ;
- 27 robinets incendie armés ;
- un réseau sprinkler maintenu sous pression assuré par un groupe motopompe électrique permettant un débit de 8 m³/h sous une pression comprise entre 7,6 et 8,6 bars. Ce réseau est composé de 10 postes répartis sur les secteurs Dubled et Hannart. Il est alimenté par le réseau de distribution en eau provenant de la réserve et par un groupe motopompe thermique permettant un débit de 454 à 681 m³/h sous une pression de 5,0 à 7,6 bars.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

- un système d'extinction automatique d'incendie équipant le bâtiment Hannart et Dubled, adapté aux produits présents ;
- un système de détection automatique d'incendie.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des longueurs de tuyaux adaptés.

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement et au service départemental d'incendie et de secours du Nord, service prévision :

- l'évaluation des besoins maximum en eau d'extinction, tenant compte notamment des plus grandes surfaces non recoupées par des dispositifs coupe-feu 2 heures ;
- les résultats d'une mesure de débits réalisée individuellement et en simultané sur les hydrants privés du site ;
- les résultats d'une mesure de débits réalisée sur les points d'eau publics (PEI) situés dans un rayon de 200 mètres autour de l'établissement ;

Si les besoins maximum évalués au premier point ne sont pas couverts par les ressources disponibles, l'exploitant complète la défense incendie du site par la mise en place d'une seconde

réserve d'eau dans les 9 mois suivant la notification du présent arrêté. Le volume de cette réserve d'eau fait l'objet d'une validation par le Service Départemental d'Incendie et de Secours avant sa mise en place et d'une réception après réalisation des travaux. Le procès verbal de réception est communiqué à l'inspection de l'environnement.

6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Préventions et gestion des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage ne devra pas excéder :

- 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés ;
- 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- des déchets non dangereux (notamment les déchets d'emballage de produits non dangereux tels que les cartons, les palettes en bois, les emballages métalliques et plastiques, les déchets de bureau, les métaux), pour partie assimilable à des déchets ménagers ;
- des déchets dangereux, tels que des boues issues des installations de traitement des émissions atmosphériques et de traitement des eaux industrielles peu chargées, les solvants et les huiles usées ;
- les eaux industrielles chargées, tels que bains usés, effluents de cataphorèse, eaux de lavage.

7 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 18/02/10	Totalité	Suppression
Arrêté préfectoral complémentaire du 23/11/12	Totalité	Suppression
Arrêté préfectoral complémentaire du 04/03/14	Totalité	Suppression
Arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/18	Totalité	Suppression

VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du

03 JAN. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONSO

Annexe 3 : Points de mesure des émissions sonores et zones à émergence réglementée (ZER)



